



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SITRA FRANCE**

BP 8  
62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Références : 615-2025  
Code AIOT : 0007001029

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SITRA FRANCE implanté 51 RUE DE LA LYS 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SITRA FRANCE
- 51 RUE DE LA LYS 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS
- Code AIOT : 0007001029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société SITRA FRANCE basée à SAILLY-sur-la-Lys dispose de 4 lignes de travail pour le lavage

intérieur des citernes routières, dont 1 ligne spécifique pour le nettoyage intérieur des citernes ayant contenu des produits alimentaires pharmaceutiques (en lieu et place de la ligne initialement réservée au nettoyage intérieur et extérieur des véhicules).

L'établissement procède au nettoyage intérieur de 50 à 60 citernes/ jour.

Ne sont admises au lavage sur le site que les citernes ayant contenu des produits alimentaires ou neutres. Les citernes de transport de produits alimentaires représentent la part prépondérante de l'activité de la station de lavage, ces produits alimentaires étant principalement constitués de dérivés de l'amidon (glucose, sorbitol...) en provenance de l'usine ROQUETTE à LESTREM.

Le site est équipé d'une station d'épuration comprenant :

- . une épuration primaire pour la séparation des matières décantables et des liquides non miscibles (huiles, graisses...) ;
- . deux bassins d'homogénéisation de 300 m<sup>3</sup> chacun ;
- . une unité de neutralisation ;
- . un bassin épuration biologique par boues actives de 1000 m<sup>3</sup> ;
- . un décanteur secondaire ;
- . un silo concentrateur de boues de 120 m<sup>3</sup> ;
- . un filtre presse pour le traitement des boues (cette unité a été mise en service en février 2002 : conditionnement des boues au chlorure ferrique et à la chaux, puis déshydratation sur filtre à plateaux).

Les eaux épurées sont ensuite rejetées au milieu récepteur (rivière : la Lys).

La totalité des boues est valorisée en épandage agricole via la société ASTRADEC.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockages des produits chimiques - cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 12/11/1991, article 3.4.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection sont de nature à lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 octobre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stockages des produits chimiques - cuvettes de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/1991, article 3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuvettes de rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/08/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 28/11/2025

**Prescription contrôlée :**

Tous les stockages de produits chimiques (soude, acide utilisés en station d'épuration, produits de lavage et de rinçage, détergents, produits désinfectants...) seront placés en cuvettes de rétention répondant aux caractéristiques de l'article 3.4.4.

**Constats :**

Constats précédents ayant conduit à l'arrêté de mise en demeure en date du 28/10/2025:

L'inspection avait constaté, au niveau de la station d'épuration, la présence de produits chimiques en GRV sans aucune rétention.

Constats du 25/11/2025:

Les GRV contenant des produits chimiques sont implantés sur des bacs de rétention et l'ensemble (GRV + bac de rétention) est bâché pour éviter le remplissage des bacs par les eaux pluviales.

L'exploitant a équipé chaque zone extérieure de stockage des produits chimiques de cette façon : le site dispose d'une zone au niveau de la station et d'une autre zone à proximité de la station de lavage.

Le stockage des produits chimiques situé à l'intérieur des bâtiments de la station de lavage est placé sur rétention également.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure